

même, il est attendu du CORAF/WECARD la formation des animateurs des points focaux nationaux en gestion des ressources génétiques, l'organisation d'ateliers, la documentation des informations et des expériences existantes, la prise en compte des projets de recherche favorisant une meilleure prise des décisions dans le Fonds compétitif régional, l'utilisation des experts des réseaux avancés pour assister les SNRA les moins avancés, l'harmonisation des réglementations, l'assumption du rôle de plaidoyer au-près des décideurs politiques à l'échelle nationale et sous-régionale, notamment pour la ratification pressante du traité international sur les ressources phyto-génétiques pour l'alimentation et l'agriculture, le développement d'une politique sous-régionale. Enfin, on l'exhorte à s'associer aux initiatives en cours, tels le Plan d'action global, l'Initiatives sur les politiques en gestion des ressources génétiques, le fonds fiduciaire sur la diversité des cultures — sept pays manquant à l'appel pour sa ratification — et l'Initiative sur la conservation et la gestion de la biodiversité.

Contact : Marcel Chijoke Nwalozie  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : marcel.nwalozie@coraf.org

## Biotechnologie : la feuille de route

**A**UTANT ELLE SERT EN POLITIQUE, autant elle sert en science. A la science, la « feuille de route » va servir à aborder toutes les questions relatives aux biotechnologies, en l'occurrence leur planification stratégique. Vaste champ politiquement sensible que le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles est entrain de débayer, en commençant par ouvrir largement les portes du débat : la parole est donnée au docteur Joe Devris de la Fondation Rockefeller et à d'autres spécialistes constitués pour

la circonstance en un groupe de travail. C'était à l'occasion de sa cinquième Assemblée générale, tenue à Brazzaville, du 13 au 16 avril 2004. Comme il fallait s'y attendre pour une question aussi brûlante d'actualité, beaucoup de questions ont fusé de l'assistance : les attentes du public, les biotechnologies végétales, la bio-sécurité, la communication et la sensibilisation, les autres initiatives, etc. Les clarifications ayant été apportées, les participants ont recommandé que les politiques soient fortement impliqués dans le processus de planification, les biotechnologies animales prises en compte au niveau des pré-occupations régionales, le Conseil



Ouest et Centre africain s'inspire des autres expériences comme celles de l'ASARECA, les SNRA représentés dans les foras, le transfert de technologies et l'implication du Secteur privé mis en avant, le Conseil Ouest et Centre africain initie une communication plus efficiente sur la question en direction de ses principaux acteurs agricoles.

Contact : Dady Demby  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : dady.demby@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

## Organisations intergouvernementales : l'autre jambe du NEPAD 3

*Une série d'articles est consacrée au volet agriculture du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Le premier article vous est livré dans la trentième édition et le deuxième dans la trente et unième. Voici le troisième.*

« ATTEINDRE LE VILLAGE C'EST EMPRUNTER nul autre chemin que celui qui y mène ». C'est ce que les fondateurs du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) font faire aux Organisations intergouvernementales (OIG) en leur traçant le cadre institutionnel et stratégique d'insertion de leurs activités. La déclaration de Yamous-soukro des chefs d'Etats et

de gouvernements des pays d'Afrique de l'Ouest (voir précédent numéro) considère la coopération fonctionnelle comme indispensable à la mise en œuvre de l'initiative dans cette sous-région.

Ainsi, sur le plan institutionnel, ces chefs d'Etats et de gouvernements chargent la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest de créer en son sein un point focal de l'initiative et de coordonner la mise en œuvre de ses programmes. Pour l'agriculture, chaque Organisation intergouvernementale doit se doter d'un centre-ressource travaillant étroitement avec le point focal et constitué de hauts fonctionnaires choisis pour leurs compétences en

## VIE DU CORAF WECARD

agriculture, en diversification et en accès au marché.

Sur le plan stratégique, les Organisations intergouvernementales doivent s'occuper de l'intégration de l'aide publique dans une politique globale à l'égard d'un pays ou d'un groupe de pays, de l'avancement des négociations, de formulation de politiques économiques et commerciales et de fourniture d'informations commerciales internationales sur les produits, leur normalisation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc., ainsi que la réalisation d'études de faisabilité de projets communs, la gestion de projets régionaux et l'organisation des négociations sur leur financement.

### Une centrale des risques

En somme, il s'agira, à l'échelle sous-régionale, de revoir les politiques actuelles de conservation des sols et de gestion des eaux en vue de pouvoir gérer les incertitudes planant sur l'agriculture. Il s'agira également, à l'échelle régionale, d'harmoniser et de recentrer les politiques et stratégies sur l'environnement, de définir des stratégies de développement agricole pour une meilleure coordination des politiques d'appui à l'agriculture — utilisation plus adéquate des ressources, amélioration des conditions de réussite des stratégies de réduction de la pauvreté en milieu rural et de sécurité alimentaire —, pour la création des conditions de fonctionnement de l'économie agricole - reconversions des exploitants en fonction des avantages comparatifs et lancement de nouvelles activités —, pour l'assistance à la recherche, au développement et à l'innovation. Il s'agira enfin d'améliorer les capacités d'accès aux marchés étrangers pour la fabrication d'informations sur les analyses prospectives de l'offre et de la demande, les obstacles techniques au commerce au niveau des segments agricoles, le niveau des coûts relatifs aux principaux facteurs de production, et de créer les conditions de modernisation de l'agriculture de la sous-région par la facilitation du financement des investissements — notamment la mise en place d'une centrale des risques, une sorte de mécanisme

d'assurance.

Contact : Armand Faye  
CORAF/WECARD, BP 48 Dakar RP  
CP 18523, Sénégal  
Tél. : (221) 825 96 18  
Fax : (221) 825 55 69  
E-mail : armand.faye@coraf.org  
Internet : www.coraf.org

Comptabilité  
Ghyslaine  
remplace Janine



Mme  
Ghyslaine  
Sissoko,  
nouvelle  
comptable  
du CORAF/  
WECARD

MADEMOISELLE JANINE GOUDIABY << atteste sur l'honneur que la situation qu'elle a décrite [...] est bien celle que reçoit madame Ghyslaine Sissoko », la nouvelle responsable du service de comptabilité du Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles. C'est en ces termes solennels rédigés que la première a passé le témoin de ses états financiers et comptables à la seconde, en présence de M. Paco Sérémé, le secrétaire exécutif, et du personnel. C'était le 2 juin 2004, au siège de l'institution à Dakar. Ainsi, la Sénégalaise, Janine Goudiaby, comptable de formation, a démissionné de son poste, après sept années et demie passées au Conseil, L'Ivoirienne, Ghyslaine Sissoko, qui l'y remplace, est brevetée technicienne supérieure en comptabilité de gestion de la Chambre de commerce d'Abidjan et diplômée d'école en comptabilité financière. Ces parchemins dans le sac lui ont-ils ouvert les portes d'un boulot ? Employée elle l'a été pendant quatre-cinq ans du groupe industriel textile, UNIWAX

(cinq sociétés), comme la responsable de la trésorerie, puis contractuelle à la Banque africaine de développement, à Abidjan. Elle a bénéficié de plusieurs stages de perfectionnement dans ces domaines.



Mlle Janine  
Goudiaby,  
ancienne  
responsable  
comptable  
du CORAF/  
WECARD.

## Plan stratégique Les premiers à prendre la parole 2

*L'idée de restructuration fut lancée à N'Djamena en 1997, elle fit son petit bonhomme de chemin pour devenir une vision stratégique à l'escale d'Accra en 1998, puis prit la forme d'un Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre au terminus de Dakar en 2000. Dedans, le Conseil Ouest et Centre africain pour la recherche et le développement agricoles scrute les quinze prochaines années de sa vie, 1999-2004. La chronique, qui a commencé dans le précédent numéro, en relate les péripéties.*

**Q**UI AVAIT ENCORE DIT QUE « l'homme propose, Dieu dispose » ? Jusqu'en 2003, le Plan stratégique de coopération pour la recherche et le développement agricoles en Afrique de l'Ouest et du Centre et le plan d'action pour sa mise en œuvre, adoptés en 2000 à Dakar, du CORAF/WECARD n'ont pu être appliqués, faute de financements. Et le temps a fait son œuvre : la pression des acteurs agricoles et surtout les